



UN-HABITAT

WATER & SANITATION IN THE WORLD'S CITIES



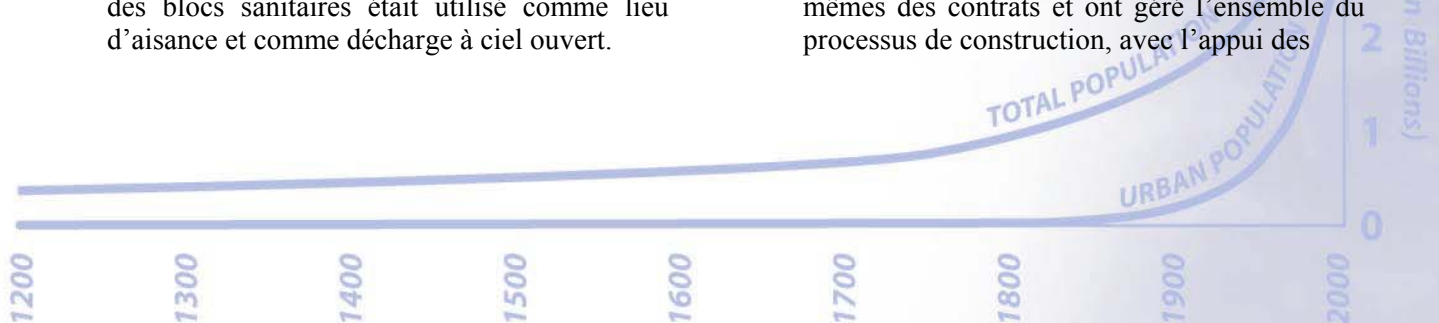
UN-HABITAT

Document de référence

Toilettes communautaires à Pune et dans d'autres villes indiennes

A Pune, un partenariat établi entre la municipalité, plusieurs ONG et les organisations communautaires a permis de construire plus de 400 blocs sanitaires pour les communautés. Cette initiative a énormément contribué à améliorer les conditions d'assainissement de plus d'un demi-million de personnes. Elle a aussi démontré le potentiel des partenariats entre la municipalité et les communautés dans l'amélioration des conditions de vie des groupes à faibles revenus. Ainsi, des programmes semblables sont actuellement mis en oeuvre dans d'autres villes. Pune compte 2,8 millions d'habitants dont les deux cinquièmes vivent dans des bidonvilles (il y en a plus de 500 dans la ville). Plusieurs organismes gouvernementaux sont chargés d'assurer la construction et la maintenance des toilettes publiques dans ces quartiers, mais le niveau des services est nettement au-dessous des besoins. De plus, dans certains de ces quartiers où des toilettes ont été construites, il n'y a pas eu de consultation avec les résidents concernant l'emplacement, la conception et la réalisation de ces blocs sanitaires, et les organismes chargés de la construction et de la maintenance ne voulaient avoir aucun compte à rendre à la population. La qualité de ces constructions (réalisées par des entreprises) était souvent médiocre et la conception inadaptée – par exemple, il n'y avait pratiquement pas d'eau sur place ou aucun accès au drainage. Le personnel municipal chargé de nettoyer les toilettes ne le faisait pas, les installations ont peu à peu été abandonnées et l'espace autour des blocs sanitaires était utilisé comme lieu d'aisance et comme décharge à ciel ouvert.

En 1999, le maire de Pune, Ratnakar Gaikwad, a cherché à augmenter de manière significative la construction de toilettes publiques et à assurer la conception d'installations plus appropriées. Il a demandé aux ONG de faire des propositions pour réaliser ces nouvelles toilettes. Entre 1988 et 1998, seulement 22 blocs sanitaires avaient été réalisés, le nouveau programme prévoyait de construire 220 blocs entre 1999 et 2000 et à nouveau 220 blocs entre 2000 et 2001. Les contrats ne concernaient pas uniquement la réalisation de toilettes mais aussi leur maintenance. L'une des ONG ayant obtenu ces contrats, SPARC, avait développé un partenariat avec deux organisations de résidents de bidonvilles, la National Slum Dwellers' Federation et Mahila Milan (réseau de groupes de femmes des bidonvilles et des trottoirs organisés pour développer l'épargne et l'accès au crédit). Les trois institutions avaient travaillé à Pune cinq ans auparavant, pour soutenir un mouvement très dynamique de promotion de l'épargne et du crédit parmi les femmes des bidonvilles. Cette alliance, qui représente maintenant l'une des principales entreprises, a construit 114 blocs sanitaires (avec au total plus de 2 000 sièges pour adultes et 500 pour enfants). L'alliance a conçu le projet et défini son coût tandis que la ville a assuré son financement et les communautés ont développé les capacités nécessaires pour en assurer la gestion et la maintenance. Dans de nombreux quartiers, les habitants ont été mis à contribution pour la conception et la construction de ces toilettes. Certaines femmes responsables communautaires ont obtenu elles-mêmes des contrats et ont géré l'ensemble du processus de construction, avec l'appui des





UN-HABITAT

WATER & SANITATION IN THE WORLD'S CITIES



UN-HABITAT

ingénieurs et des architectes de SPARC. La conception des blocs sanitaires a bénéficié de plusieurs innovations. Contrairement aux modèles précédents, ils étaient clairs et bien aérés, avec une meilleure qualité de construction (qui rendait aussi le nettoyage et la maintenance plus faciles). Ils avaient de grands réservoirs d'eau pour permettre aux résidents de se laver après utilisation des toilettes et de garder l'endroit propre. Chaque bloc sanitaire avait des entrées et des installations séparées pour les hommes et les femmes. Un bloc a été ajouté pour les enfants parce que dans la file d'attente, ils se font souvent dépasser par les adultes (ils doivent alors faire leurs besoins dehors quand ils ne peuvent plus attendre) et aussi parce que les plus petits ont souvent peur d'utiliser les latrines classiques. Les toilettes des enfants ont été spécialement conçues et comportent certains éléments spécifiques comme des socles plus petits, des poignées (pour éviter que les enfants ne tombent quand ils s'accroupissent) et des trous d'évacuation de plus petit diamètre. Dans un grand nombre de ces blocs sanitaires, des toilettes ont également été prévues pour les personnes âgées et les handicapés. On a aussi ajouté une pièce où la personne chargée de l'entretien peut vivre avec sa famille, ce qui permettait de verser un salaire moins important pour assurer la maintenance, et de réduire ainsi les coûts de fonctionnement. Dans certains blocs sanitaires plus spacieux, une salle communautaire a été construite. La petite participation demandée pour leur utilisation permettait aussi d'aider à couvrir les coûts de maintenance et la présence d'une salle communautaire juste au-dessus des toilettes incitait la personne chargée de l'entretien à garder les lieux en bon état de propreté. Malgré ces innovations, le coût des blocs sanitaires était toujours 5 % moins élevé que celui de la municipalité. Ce programme était aussi inhabituel en Inde, du fait de sa transparence et de sa responsabilité. Il existait une communication permanente entre les responsables gouvernementaux et les responsables communautaires. Des réunions étaient organisées

chaque semaine pour rassembler tous les intéressés, rendre compte des progrès effectués et identifier les problèmes à traiter. Tous les aspects relatifs aux coûts et au financement ont été mis à la disposition du public et la facilité d'accès des organisateurs communautaires auprès des responsables municipaux a aussi permis de limiter la petite corruption qui est tellement courante entre les communautés et les organismes municipaux. L'alliance établie entre Mahila Milan, SPARC et National Slum Dwellers' Federation a également engagé, à Mumbai, un programme comparable de construction de toilettes publiques à grande échelle, géré par la communauté.

Source: Burra, Sundar et Sheela Patel (2002), 'Community toilets in Pune and other Indian Cities', PLA Notes 44, numéro spécial, Issue on Local Government and Participation, IIED, Londres, pages 43-45; et Asian Coalition for Housing Rights and Slum/Shack Dwellers International (2003), *Community-Driven Water, Sanitation and Infrastructure*, ACHR, Bangkok.

Pour des informations complémentaires, contacter: M. Sharad Shankardass, Porte-parole, or Mme. Zahra Hassan, Press & Media Liaison, Press & Media Relations Unit, Tel: (254 2) 623153/623151, Fax: (254 2) 624060, E-mail: habitat.press@unhabitat.org, Website: www.unhabitat.org

